

# Les mouvements sociaux dans le Brésil de Lula et Dilma

## Quelle place pour le syndicalisme ?

**E**n juin 2013, plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues de 400 villes brésiliennes, parmi lesquelles 22 capitales d'États fédérés. Cet évènement a été salué à la fois comme une surprise, étant donné la cote de popularité du gouvernement (Dilma Rousseff avait 79% d'opinions favorables en mars 2013 selon les sondages d'opinion), et comme le signe d'un renversement du soutien populaire à son égard.

L'objectif de cet article est moins d'analyser ces manifestations, dont le caractère très composite exigerait d'étudier précisément les différents clivages sociaux qui s'y réfractent<sup>1</sup>, que d'essayer de réfléchir sur le rôle marginal joué par le mouvement syndical dans ce processus. Le mouvement syndical est, avec d'autres mouvements sociaux, à l'origine de la fondation du Parti des Travailleurs (PT) en 1980. Il entretient toujours des liens privilégiés avec le PT, y compris depuis son arrivée au pouvoir<sup>2</sup>. La faible

ANDRÉIA GALVÃO  
Professeur de science politique  
à l'Université de Campinas

visibilité des syndicats dans ce mouvement s'explique-t-elle par la présence d'un parti allié au gouvernement ? Peut-on parler de renoncement du syndicalisme, de sa cooptation par le pouvoir « de gauche » ?

Si les hypothèses de la cooptation ou du renoncement de la part d'une partie des *leaders* syndicaux mettent en lumière des éléments concrets de la relation entre syndicalisme et politique, elles sont insuffisantes pour expliquer des processus plus profonds et complexes. Les ambiguïtés de la participation syndicale aux mobilisations de l'hiver brésilien ne signifient pas que les syndicats ne jouent plus aucun rôle dans l'espace des mouvements sociaux ni que celui-ci se soit

1. Pour cela, je renvoie à : *Cidades Rebeldes. Passe livre e as manifestações que tomaram as ruas do Brasil*. David Harvey, Ermínia Maricato et al. São Paulo, Boitempo, 2013.

2. D'importants leaders de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) ont été nommés ministres du gouvernement Lula et élus à l'Exécutif ou au Parlement. Jaques Wagner, un ancien syndicaliste du pétrole, a été ministre du Travail et de l'Emploi

de 2003 à 2004. Depuis 2007, il est gouverneur de l'État de Bahia. Ricardo Berzoini, ex-président du Syndicat des Employés de banque de São Paulo, a été ministre du Travail et de l'Emploi de 2004 à 2005. Luiz Marinho, ex-président du Syndicat des Travailleurs de la Métallurgie, lui a succédé jusqu'en 2007, avant de devenir ministre de la Sécurité Sociale (2007-2008). Depuis 2009 il est maire de São Bernardo do Campo.

complètement intégré au gouvernement, même si la majorité des centrales syndicales l'ont soutenu pendant les dix années de gouvernement pétiste<sup>3</sup>.

Pour comprendre la contribution limitée des syndicats aux manifestations de rue, il faut prendre un peu de recul par rapport au fait syndical lui-même et considérer les caractéristiques et contradictions des gouvernements du PT, qui ont mené à une reconfiguration de l'espace des mouvements sociaux. Dans un premier temps, on fera un bref retour sur les politiques pétistes, suivi par la présentation de quelques luttes et scissions au sein de l'espace des mouvements sociaux. Enfin, pour dépasser une perception spontanéiste des événements de l'hiver 2013, on analysera leurs conditions à la fois structurelles et conjoncturelles de possibilité.

### **Bref retour sur les politiques économiques et sociales du gouvernement pétiste**

Le rapport des gouvernements du PT au néolibéralisme se situe entre continuités et ruptures. Parmi les continuités, on peut citer le maintien d'une politique économique conservatrice fondée sur un taux d'intérêt élevé et sur l'excédent budgétaire primaire ; les réformes du régime de retraite des fonctionnaires et de certains segments du marché du travail<sup>4</sup>. Le

changement introduit par la suspension des privatisations a été contrecarré par la promotion de partenariats public-privés. Mais des ruptures importantes sont à noter, telles que l'abandon du projet d'Accord de Libre-Échange des Amériques (ALCA) et l'adoption d'une politique commerciale plus protectrice, la priorité donnée aux échanges Sud-Sud, le soutien à la conquête des marchés internationaux par les grandes entreprises brésiliennes, l'expansion du crédit aux familles, la reprise de l'investissement public et de l'embauche de fonctionnaires, ou encore l'extension des politiques sociales et des programmes de transfert de revenus, comme le programme *Bolsa Família*.

Cette politique a donné des résultats positifs, comme la reprise de la croissance économique et la réduction de moitié du taux de chômage (les taux officiels se situent autour de 5%, conduisant le gouvernement à parler de plein emploi), ce qui a permis à la négociation collective de déboucher sur des améliorations économiques<sup>5</sup> et aide à comprendre le soutien du mouvement syndical au gouvernement.

L'allongement de la scolarité, notamment dans l'enseignement supérieur, à travers la création de nouvelles universités publiques et d'un programme de quotas pour les Noirs ou les diplômés des lycées publics, a aussi des répercussions positives parmi les travailleurs, même si

3. La participation gouvernementale d'anciens leaders de la CUT et le soutien de la plupart des centrales syndicales au gouvernement ont entraîné des conflits qui sont abordés plus loin. On peut parler, à la suite de Lilian Mathieu (« L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 2007/1 n° 77, p. 131-151), de relations d'interdépendance conflictuelles. Voir aussi : Andréia Galvão, « Brésil : entre modération et radicalisme syndical », à paraître dans la *Chronique Internationale de l'Ires*, 2014.

4. Tels que les jeunes entrant sur le marché du travail, les prestataires de services engagés en tant

qu'auto-entrepreneurs, les travailleurs des micro et petites entreprises.

5. DIEESE (2012), *A situação do trabalho no Brasil na primeira década dos anos 2000*. São Paulo : DIEESE. On peut s'interroger aussi sur les effets de ces résultats sur le taux de syndicalisation – même s'il ne peut pas être considéré en soi comme un indicateur de force syndicale –, qui est passé de 16,4% à 17% entre 2005 et 2011. Fundação Perseu Abramo (2013), *Densidade sindical e recomposição da classe trabalhadora no Brasil*. FPA Comunica n. 3, julho.

le décalage entre les salaires perçus et la qualification acquise est ressenti.

Cela ne veut pas dire que le Brésil est devenu un pays de classes moyennes<sup>6</sup>. Les données indiquent, certes, une réduction des inégalités sociales, une amélioration de la distribution du revenu, mais on n'observe pas un changement dans la structure sociale brésilienne. D'abord, la propriété foncière reste très concentrée. Ensuite, la plus grande partie des emplois créés dans les dernières années se traduisent par des bas salaires (entre 1 et 3 salaires minimum, soit entre 220 et 660 euros), la part du travail informel est encore très élevée, même s'il est en chute (on dénombre 43,4% de travailleurs au noir en 2012 – travailleurs qui ne bénéficient pas de la sécurité sociale). Ainsi, ce que quelques chercheurs nomment une « nouvelle classe moyenne » est, à vrai dire, un secteur des classes populaires qui est sorti du chômage, a accédé à la consommation et à une plus longue scolarisation à travers l'élargissement de l'accès aux universités assuré par des programmes gouvernementaux.

### **Participation institutionnelle, ruptures organisationnelles et dynamique des mobilisations**

Comment les mouvements sociaux ont-ils réagi à cette nouvelle conjoncture politique et économique ?

D'abord, il faut rappeler que les voies de la participation populaire ont été renforcées par les gouvernements du PT. La participation des dirigeants de mouvements sociaux dans des conseils et forums tripartites<sup>7</sup>, aussi bien que la

participation des ex-leaders de la CUT à des postes plus ou moins importants du gouvernement fédéral, ont provoqué beaucoup de controverses internes sur les rapports entre les mouvements et l'État. Cette participation menace-t-elle l'autonomie des mouvements ? Comment participer à un gouvernement qui a attaqué la retraite des fonctionnaires et qui est soutenu par une coalition à laquelle participent les patrons de quelques secteurs industriels (les mines, l'industrie navale, le bâtiment) et de l'agroalimentaire ? Ces controverses ont déclenché un processus de ruptures organisationnelles : à la suite de la réforme des retraites des fonctionnaires, un nouveau parti politique a été lancé, le Parti Socialisme et Liberté (PSOL), ainsi que de nouvelles centrales syndicales à gauche de la CUT, la Coordination Nationale de Luttes (Con Lutas), liée au Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU), une ancienne scission du PT, et l'Intersindical, (en partie liée au PSOL)<sup>8</sup>. Ces partis et ces centrales rassemblent une partie de la classe moyenne formée par les fonctionnaires touchés par la réforme des retraites, par une expansion de l'université publique qui se fait dans des conditions parfois précaires, par la transposition d'une logique du privé dans le public, concrétisée notamment par les formes d'évaluation et les exigences de productivité. Les fonctionnaires sont, d'ailleurs, le secteur majoritaire dans ces deux nouvelles centrales.

National du Travail] (FNT) et le *Conselho de Desenvolvimento Econômico e Social* [Conseil de Développement Économique et Social] (CDES) où siègent des représentants du patronat et des centrales syndicales.

6. Márcio Pochmann. *Nova classe média ? O trabalho na base da pirâmide social brasileira*. São Paulo : Boitempo, 2012.

7. Le gouvernement a créé, entre autres, le *Forum Nacional do Trabalho* [Forum

8. Andréia Galvão. « Le mouvement syndical face au gouvernement Lula : dilemmes, défis et paradoxes » In : Daniel Van Eeuwen (Org.) *Le nouveau Brésil de Lula*. Paris : Édition de l'Aube, p. 137-154, 2006.

Con Lutas est une organisation singulière, puisqu'elle regroupe non seulement des syndicats, mais également des mouvements populaires (des mouvements de Noirs, de femmes, de lutte pour la terre et pour le logement, d'homosexuels, d'étudiants).

Les mouvements de lutte pour la terre ont aussi connu des scissions. Le plus important et connu de ces mouvements, le MST, connaît une perte de capacité d'organisation et de mobilisation, qui est en partie due à l'amélioration du marché du travail qui a réduit sa base sociale potentielle. Comme le gouvernement est soutenu par l'agronoço, il a maintenu une loi de Fernando Henrique Cardoso (le prédécesseur de Lula à la présidence) qui interdit l'expropriation de terres occupées et a réduit le rythme des expropriations de terres : 460 269 familles ont bénéficié de la redistribution de terres dans le cadre de la réforme agraire du temps de Cardoso, contre 377 847 sous Lula<sup>9</sup>. Par conséquent, les occupations ont chuté de 539 à 184 entre 2003 et 2010. Une partie du mouvement considère qu'il faut profiter du crédit « bon marché » disponible et donner la priorité à l'agriculture familiale, celle-ci étant, d'ailleurs, encouragée par des programmes d'achats ciblés dans les cantines d'écoles publiques. Pour profiter de ces opportunités, il faut maintenir les rapports de coopération avec le gouvernement, ce qui alimente des critiques internes.

La priorité donnée par le gouvernement aux intérêts de l'agronoço a provoqué l'augmentation du chômage en milieu rural, en perpétuant l'exode vers la périphérie des grandes villes et en intensifiant les problèmes de logement.

9. Cf. DATALUTA, *Banco de dados da luta pela terra*. Relatório Brasil, 2011.

À la différence du cas des sans terre, les données indiquent d'ailleurs que l'occupation d'immeubles urbains a augmenté sous le premier gouvernement Lula. La création du programme *Ma Maison, Ma Vie* à la suite de la crise de 2008 avait pour but affiché de réduire le déficit de logements et d'augmenter l'offre d'emplois dans le secteur du bâtiment, en donnant ainsi une réponse à la population organisée par les mouvements de sans logis. Cependant, la plupart des maisons bâties ne se trouvent pas dans les régions où le déficit est le plus élevé et ne peuvent pas être acquises par la population la plus démunie<sup>10</sup>. Elles ne correspondent pas non plus à une des exigences d'une partie des mouvements, qui revendiquent le droit d'habiter le centre ville pour être plus proche des opportunités de travail.

Les expulsions des occupants des terrains et immeubles publics et privés sont fréquentes et ont des conséquences sociales dramatiques. Les populations délogées ont augmenté également en raison d'une politique gouvernementale : les grands travaux du Programme d'Accélération de la Croissance (PAC). Ces projets ont donné lieu à la création de plusieurs collectifs militants opposés aux déplacements provoqués par la construction d'usines hydroélectriques, de ports, de stades de foot, soit parce que le dédommagement est insuffisant, soit parce que les alternatives de logement proposées ne conviennent pas aux familles.

Dans ce contexte, deux positions contrastées se sont dégagées :  
– D'un côté, les mouvements qui critiquent ponctuellement le gouvernement mais le

10. Francine Hirata ; Nathália Oliveira. Os movimentos dos sem-teto de São Paulo no contexto neoliberal. In : Boito, A. ; Galvão, A. (Orgs.) *Política e classes sociais no Brasil dos anos 2000*. São Paulo : Alameda/Fapesp, 2012.

considèrent comme un allié, en craignant un possible retour du Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne (PSDB) au pouvoir. Ils prônent la modération politique et donnent la priorité à l'action institutionnelle, même s'ils appellent aux grèves et aux manifestations. Ils constituent la majorité des mouvements, y compris la CUT et le MST, et réclament le développement durable, le travail décent et la distribution des revenus. Ils participent activement aux institutions tripartites mais leur intervention est limitée. La proposition qui a eu le plus de succès a été la politique de valorisation du salaire minimum, fruit d'un accord négocié entre les centrales syndicales et le gouvernement en 2007. D'autres revendications, comme la réduction du temps de travail à 40 heures hebdomadaires, la fin du licenciement sans cause réelle et sérieuse, l'obligation de négociation collective dans la fonction publique, la fin de la sous-traitance provoquent tantôt l'indifférence du gouvernement, tantôt une réaction négative de la part des membres de la coalition politique qui le soutiennent.

– De l'autre côté se situent les mouvements qui sont dans une opposition systématique et qui ne font pas de distinction entre les gouvernements du PT et ceux du PSDB. Ils sont liés aux partis d'extrême-gauche sortis du PT, le PSTU et le PSOL, et aux centrales syndicales sorties de la CUT. *Con Lutas* et Intersindical sont très minoritaires et ont de faibles effectifs. Leur discours est à la fois anti-néolibéral et anti-capitaliste. Elles accusent les gouvernements pétistes de poursuivre une politique néolibérale, caractérisée par la domination de la logique financière, par la priorité donnée à la stabilité monétaire et à l'équilibre fiscal, s'opposent aux partenariats public-privés et reprochent aux gouvernements Lula et Dilma de ne pas

avoir annulé les privatisations réalisées par le gouvernement Cardoso.

La coexistence, voire la concurrence entre ces deux composantes, c'est-à-dire entre le secteur majoritaire et le secteur minoritaire des mouvements sociaux, a produit un cadre social dynamique, de sorte que la priorité donnée à l'action institutionnelle ne signifie pas l'absence de mobilisations et de conflits. Entre 2003 et 2009, les centrales syndicales, toutes confondues, en compagnie d'autres mouvements sociaux, ont lancé six marches nationales de la « classe des travailleurs » pour le relèvement du salaire minimum, l'emploi et les droits sociaux. En 2009, elles ont appelé à deux journées unifiées contre les effets de la crise économique et ont réalisé en 2013 la septième édition de la marche des travailleurs. Mais étant donné la popularité du gouvernement, ces marches et journées d'action rassemblaient à peine quelques dizaines de milliers de manifestants, même si pour ce qui concerne spécifiquement les syndicats, les statistiques enregistrent une certaine reprise des grèves sectorielles ou d'entreprises<sup>11</sup>.

Ainsi, les mobilisations existent, mais jusqu'en 2013 elles étaient très limitées. Le secteur majoritaire des mouvements n'a pas abandonné la rue, mais il s'en est éloigné au profit de la négociation institutionnelle. Le secteur minoritaire a tenté, quant à lui, d'organiser et de mobiliser les travailleurs, mais il peine à trouver un écho à ses mots d'ordres<sup>12</sup>.

11. Armando Boito Jr. et Paula Marcelino. "O sindicalismo deixou a crise para trás ? Um novo ciclo de greves na década de 2000". *Cadernos CRH*, Salvador, vol 23, n° 59, pp. 323-338, 2010.

12. Parmi d'autres, la renationalisation des entreprises privatisées par le gouvernement Cardoso, l'étatisation du système financier sous contrôle des travailleurs, le retrait des troupes militaires brésiliennes d'Haïti.

## « L'hiver brésilien » de 2013 à l'aune des reconfigurations politiques et syndicales

Ces éléments de contextualisation permettent de comprendre la distance relative entre les organisations syndicales et les groupes de manifestants de juin 2013. Même si les travailleurs et les syndicalistes étaient présents dès le début des manifestations, les centrales n'ont adhéré au mouvement en tant qu'organisations que tardivement.

Les manifestations ont commencé à partir d'une mobilisation pour la gratuité des transports, le Mouvement *Passe Livre* (MPL), qui existe depuis 2005 dans quelques grandes villes, et dont le slogan est « Pour une vie sans tourniquets ». Ce mouvement, qui a repris le projet de gratuité des transports conçu par le gouvernement du PT de la ville de São Paulo en 1988, protestait à chaque augmentation du tarif des transports dans les principales villes du pays, sans parvenir à rassembler largement ni à remettre en cause les décisions des municipalités.

Mais voilà que le 20 juin 2013, plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues de quelque 400 villes. Que s'est-il passé ? Pourquoi ont-ils réussi à rassembler autant de gens à ce moment ? Plusieurs éléments de compréhension peuvent être avancés. Certains sont d'ordre conjoncturel, tels le ralentissement du taux de croissance économique (de 7,5 % en 2010 à 0,9 % en 2012), la légère augmentation du taux d'inflation dans les premiers mois de 2013<sup>13</sup> ou l'aug-

mentation de l'endettement des familles stimulé par un accès facilité au crédit.

L'autre élément important touche à la question de la corruption. Depuis 2005, le gouvernement est accusé d'avoir payé des députés d'autres partis pour voter en faveur de ses projets de loi au Parlement. Les principaux responsables de ce scandale, surnommé « *mensalão* », ont été jugés et condamnés par la Cour Suprême en 2012. Le jugement a entériné les dénonciations contre le PT et mis en question la probité de ses responsables. Les dépenses publiques liées à l'organisation de la Coupe du monde de football ont aussi été exploitées dans le cadre de ces accusations de corruption, les médias comparant le budget social avec celui des œuvres « pharaoniques ».

Dans ce contexte, l'augmentation du ticket de bus de 20 centimes de reais (environ 7 cents d'euro) a réussi à catalyser des insatisfactions croissantes à gauche comme à droite, mais pour des raisons très différentes. Si les demandes initiales du mouvement étaient l'annulation de l'augmentation du tarif et la gratuité des transports, d'autres revendications ont été ajoutées dans la dynamique manifestante. La répression démesurée lors des premières manifestations du 6 et surtout du 13 juin, quand des étudiants ont été arrêtés et des journalistes blessés par des balles en caoutchouc, a joué un rôle important dans l'intensification du conflit. Les organes de presse – qui jusqu'alors présentaient les manifestants comme des vandales et considéraient les blocages de rues organisés par les protestataires comme une atteinte au droit de se déplacer librement – ont changé leur position au moment où le gouvernement fédéral devenait la cible principale de la protestation.

Mais qui étaient les manifestants ? Plusieurs groupes sociaux se sont coalisés, ce

13. Cette inflation a davantage touché certains produits saisonniers et n'est pas si forte si l'on considère l'évolution des trois dernières années, où l'inflation annuelle s'est située autour de 6 %. Mais elle a suscité une intense campagne des médias, ce qui a amplifié la perception de détérioration de la situation économique.

qui explique la grande hétérogénéité de revendications et de positions politiques. La composition du mouvement a varié selon chaque ville, son histoire des luttes et ses traditions militantes, mais aussi selon le profil du gouvernement local (au niveau municipal comme de chaque État fédéré). Un sondage réalisé par l'Institut *Datafolha* le jour de la plus grande manifestation à São Paulo (le 20 juin) montre que 63 % des manifestants étaient des hommes ; 53 % des jeunes de moins de 25 ans ; 77 % avaient un diplôme de niveau universitaire ; 22 % étaient des étudiants et 84 % se déclaraient sans affiliation partisane. Les initiateurs des manifestations, les représentants du MPL, sont majoritairement de jeunes étudiants de la classe moyenne. Ils appartiennent à différentes mouvances de gauche mais ne sont pas forcément liés aux partis politiques puisqu'ils sont plutôt libertaires et autonomistes. Les jeunes travailleurs précaires ont rapidement adhéré à la protestation<sup>14</sup>. Ce sont des jeunes qui travaillent principalement dans le secteur des services, de façon informelle et qui n'ont donc pas de sécurité sociale, perçoivent des bas salaires<sup>15</sup>, n'ont pas non plus d'appartenance partisane ni d'insertion syndicale.

L'éloignement par rapport aux partis et aux syndicats a permis à la droite d'essayer de récupérer les manifestations pour attaquer Dilma Rousseff et l'affaiblir à la veille des élections présidentielles de 2014. Elle l'a fait à travers un discours nationaliste et en mettant l'accent sur la corruption. Des secteurs qui n'avaient pas pris

part aux manifestations jusqu'à l'intensification de la répression y ont ainsi adhéré avec des mots d'ordre comme : « le géant s'est réveillé », « réveille-toi Brésil », « change Brésil ». L'opposition de droite critiquait le PT pour plusieurs raisons : le préjugé social contre l'origine de Lula, une tradition d'anti-pétisme très enracinée, un soutien au néolibéralisme le plus dur, un anti-étatisme, des critiques de l'interventionnisme, voire du dirigisme économique attribué aux gouvernements du PT. Les fractions supérieures des classes moyennes s'opposent à la démocratisation promue par certaines politiques sociales qui nuiraient selon elles à la méritocratie, brandie comme leur valeur cardinale. Ainsi, elles dénoncent la massification de l'accès à l'université promue par les quotas pour les Noirs ou les diplômés des lycées publics, ces « incompetents » favorisés par le gouvernement, parce qu'elles pensent pâtir de la dévaluation des diplômes. Les militants des partis et mouvements qui constituaient l'opposition de gauche au PT ont adhéré dès les premières heures aux manifestations, mais à plusieurs occasions ceux qui portaient des drapeaux de leurs organisations ont été harcelés par des manifestants redoutant une récupération politique du mouvement ou par ceux qui, à droite, identifiaient tous types de drapeaux rouges au PT. Il est vrai que ces mouvements sociaux de gauche rassemblent les classes moyennes intellectuelles autant que des secteurs populaires et sont enracinés dans les périphéries, surtout parmi les populations menacées d'expulsion, mais rien ne dit que les travailleurs aux plus bas revenus, ainsi que les ouvriers, aient été majoritaires dans les manifestations. Les plus pauvres, parce qu'ils sont les bénéficiaires directs des politiques sociales et

14. Ruy Braga. "Sob a sombra do precariado". In David Harvey, Ermínia Maricato et al., *Cidades Rebeldes. Passe livre e as manifestações que tomaram as ruas do Brasil*. São Paulo, Boitempo, 2013

15. Autour de 1,5 salaire minimum, selon Pochmann, *op. cit.*

ont vu leur situation s'améliorer, même si les inégalités structurelles persistent ; les ouvriers et d'autres travailleurs du secteur formel parce qu'eux aussi ont obtenu quelques améliorations et parce que leurs organisations syndicales, dans leur majorité, soutiennent le gouvernement.

Cette situation témoigne des difficultés rencontrées par les centrales syndicales tant pour mobiliser leur base que pour élargir leur sphère d'influence auprès des manifestants. Ainsi, les deux journées nationales de luttes à l'appel des centrales pour rattraper le mouvement, en juillet et août 2013, n'ont pas atteint la même ampleur que les manifestations de juin et n'ont pas réussi à faire le lien entre les manifestants de juin et les revendications syndicales. L'appel unitaire à ces journées formulait des revendications telles que la réduction de la durée du travail de 44 à 40 heures hebdomadaires, l'augmentation du budget pour la santé et l'éducation publique, l'amélioration des transports en commun, la fin des ventes aux enchères des puits de pétrole.

Deux raisons d'ordre différent nous semblent importantes pour expliquer les difficultés de cette articulation : d'un côté, l'identification de la majeure partie du mouvement syndical au gouvernement ; de l'autre côté, la faiblesse syndicale à représenter les travailleurs précaires et informels, qu'ils soient bénéficiaires ou pas des politiques gouvernementales. La fragmentation syndicale peut aussi être un élément explicatif, puisque même si les neuf centrales syndicales avaient adopté un calendrier et un agenda unitaire d'action, cela n'a pas empêché que

leurs objectifs restent distincts : les alliés du PT essayaient de protester sans mettre en danger la stabilité du gouvernement tandis que ses adversaires entendaient au contraire amplifier le mouvement de contestation dans l'espoir de construire une alternative de gauche.

Quels sont les débouchés de cet hiver célébré comme « la fin d'une léthargie »<sup>16</sup> ? Les classes moyennes de droite se sont, pour l'instant, éclipsées. Les manifestations populaires continuent mais sont beaucoup plus réduites. Elles se sont déplacées du centre ville vers les périphéries, où le MPL et les mouvements de sans logis continuent à mobiliser. Ce faisant, elles sont plus éclatées et ont perdu en visibilité.

Pour ce qui concerne le champ syndical, même s'il est historiquement lié à d'autres mouvements sociaux et même si, dans un cas comme dans l'autre, il y a des mouvements qui privilégient le soutien et d'autres qui s'opposent au gouvernement, il ne s'est pas produit de convergences politiques entre les uns et les autres au-delà du niveau discursif et d'actions ponctuelles de solidarité. Malgré l'adoption d'un agenda syndical unitaire élargi, les organisations syndicales peinent à mobiliser leur base autour de revendications non immédiatement perçues comme liées au travail. Par ailleurs, les organisations syndicales sont vues avec méfiance par les travailleurs qui considèrent que leur intégration à l'État les empêche de représenter leurs intérêts. ■

16. Ricardo Antunes. Fim da letargia. *Folha de S. Paulo*, 20 de junho de 2013.